

JANUARY 2026

English

Joint International Statement against the World Economic Forum 2026

We, the undersigned, reject the World Economic Forum. Behind its language of global progress, the Forum serves to reinforce the wealth and power of the richest one percent at the expense of people and the planet.

The World Economic Forum is the annual gathering of the corporate elite and state leaders to promote the expansion of corporate control over global governance. Participants are fostering new systems of exclusion that expand wealth and power whilst sacrificing people and the planet. It celebrates the wealth of those at the top, yet excludes the workers, communities, and marginalized peoples who create real value and bear the heaviest burdens of the authoritarian economic system that the forum perpetuates.

We reject the World Economic Forum as a fortress of authoritarian power, reproducing a capitalist, patriarchal, warmongering and neo-colonial economy built on exclusion and the relentless extraction of life.

We oppose the promoted authoritarian form of the global economy that is increasingly closing off democratic spaces, concentrating wealth and silencing the voices of those most affected by its crises, especially in the Global South. The global economy promoted by the WEF rests on patriarchal structures that devalue care work, exploit women and racialized people and deepen inequalities. The WEF's backroom lobbying benefits the increasing authoritarian tendencies in many places in the world.

We criticize the WEF's agenda, which is obsessed with growth and fuels ecological collapse. From extractivism to industrial agriculture and mega-infrastructure projects, its model leads to biodiversity loss, pollution and climate chaos, the expulsion and displacement of communities, their extinction and poverty. Ten years on from the Paris Climate Agreement which was supposed to be a global turning point away from planet destroying industries towards a more just economy, we see the great pushback from the big corporate monopolies including the oil and military giants that are sponsors and strategic partners of the forum. They continue to prey on the planet, especially in the countries of the South, with major greenwashing programmes such as carbon credits.

We observe that the WEF advances policies that link security, surveillance and military expansion to the interests of global capital. Militarization protects extractive industries, suppresses dissent, and channels public resources into profit-driven arms economies. We reject this militarised model that prioritizes corporate gain over human security and supports imperial endeavours around the world.

This is why we call for:

- **Recognition of historical responsibilities:** Cancel Global South debt, pay reparations for colonialism, slavery and the environmental crises; and end all neo-colonial exploitation. Land grabbing and unjust free trade agreements must be prohibited.
- **Democratisation of the economy:** Citizens should have a greater say in the economy. Decent work independent of descent is essential. Wealth should be taxed at a global level. We demand an end to the persecution, criminalisation, imprisonment, and killing of environmental, land, and agroecological defenders.
- **Democratisation of global economic institutions:** Instead of private spaces such as the WEF strengthen the role of the UN and democratize it, including its security council. Social movements and marginalised groups should have more power. The creation of new democratic global economic institutions is necessary.
- **Transformation of the economy towards Sustainability and Solidarity:** Rewrite the global trading rules in a democratic way to enable food sovereignty and more generally promote local production and consumption, including value-addition in the global South. Small-scale farming and agroecology should be supported. Local communities should be allowed to manage their commons themselves.
- **Environmental Justice Now:** The WEF promotes market-driven solutions that deepen inequality. We instead want climate justice based on human rights. Resources should be distributed fairly along feminist values. The livelihoods of local communities must be given special protection. Strict environmental and social rules for multinationals are essential.
- **Solidarity With Migrants and Displaced Communities:** Any kind of justice is impossible without migration justice. We stand with all people forced to move due to conflict, extraction, impoverishment and the climate crisis, and we demand safe pathways, the right to stay and to leave, and dignity for all.
- **Alternatives to the World Economic Forum:** We demand an end to the World Economic Forum and the promotion of the World Social Forum as a collective alternative – the next World Social Forum happening in from 4th-8th of August 2026 in Cotonou, Benin. We no longer want to defend your world, we want to build our own.

Français

Déclaration internationale commune contre le Forum économique mondial 2026

Nous, soussignés, rejetons le Forum économique mondial. Derrière son discours sur le progrès mondial, le Forum sert à renforcer la richesse et le pouvoir des 1 % les plus riches au détriment des populations et de la planète.

Le Forum économique mondial est le rassemblement annuel de l'élite des entreprises et des dirigeant-es d'État visant à promouvoir l'expansion du contrôle des entreprises sur la gouvernance mondiale. Lors de ce rassemblement, les participant-es encouragent de nouveaux systèmes d'exclusion qui projettent la richesse et le pouvoir tout en sacrifiant les populations et la planète. Il célèbre la richesse de ceux qui sont au sommet, mais exclut les travailleur-euses, les communautés et les populations marginalisées qui créent la valeur réelle et supportent les charges les plus lourdes du système économique autoritaire que le forum perpétue.

Nous rejetons le Forum économique mondial en tant que forteresse du pouvoir élitiste, reproduisant une économie capitaliste, patriarcale, belliciste et néocoloniale fondée sur l'exclusion et l'exploitation incessante de la vie.

Nous nous opposons à la forme liberticide de l'économie mondiale qui est promue et qui réduit de plus en plus les espaces démocratiques, concentre les richesses et réduit au silence les voix des personnes les plus touchées par ses crises, notamment dans le Sud. L'économie mondiale promue par le FEM repose sur des structures patriarcales qui dévalorisent le travail notamment de soins, exploitent les femmes et les personnes racisées et aggravent les inégalités. Le lobbying en coulisses du FEM favorise l'essor de tendances autoritaires dans de nombreux endroits du monde.

Nous sommes contre le programme du FEM, obsédé par la croissance et la spéculation dans un monde limité, qui alimentent l'effondrement écologique, économique, culturel des peuples, bafouant leur dignité et leur droit de bien-vivre ensemble sainement. De l'extractivisme à l'agriculture industrielle en passant par les mégaprojets d'infrastructure, son modèle entraîne la perte de biodiversité, la pollution et le chaos climatique, l'expulsion et les déplacements de communautés voire leur extinction et la misère. Dix ans après l'accord de Paris sur le climat, qui était censé marquer un tournant mondial vers une économie plus juste et protectrice, loin des industries destructrices de la planète, nous assistons à une forte réaction de la part des grands monopoles, notamment les géants pétroliers et militaires qui sont les sponsors et les partenaires stratégiques du forum. Ils continuent la prédation sur la planète notamment dans les pays du Sud avec de grands programmes de greenwashing tels que les crédits carbone.

Nous constatons que le FEM promeut des politiques qui lient la sécurité, la surveillance, la biotechnologie et l'expansion militaire aux intérêts du capital mondial. La militarisation

protège les industries extractives, réprime la dissidence et canalise les ressources publiques vers des économies de l'armement axées sur le profit. Nous sommes contre ce modèle militarisé qui privilégie les profits des entreprises au détriment de la sécurité humaine et soutient les entreprises impérialistes à travers le monde.

C'est pourquoi nous appelons à:

- La reconnaissance des responsabilités historiques: Annulation des dettes des pays du Sud global, versement de réparations justes et équitables pour le colonialisme, l'esclavage et la crise climatique et environnementale; fin de toute exploitation néocoloniale. L'accaparement des terres et les accords de libre-échange injustes doivent être interdits.
- La démocratisation de l'économie: Les citoyen-nes devraient avoir davantage leur mot à dire dans l'économie. Un travail décent, indépendant de l'origine, est essentiel. Une taxe sur la richesse devrait être imposée au niveau mondial. Nous exigeons la fin de la persécution, de la criminalisation, de l'emprisonnement et du meurtre des défenseur-euses de l'environnement, de la terre et de l'agroécologie.
- La démocratisation des institutions économiques mondiales: Au lieu d'espaces privés tels que le Forum économique mondial, il faut renforcer le rôle de l'ONU et la démocratiser, y compris son Conseil de sécurité. Les mouvements sociaux et les groupes marginalisés devraient avoir plus de pouvoir. La création de nouvelles institutions économiques mondiales démocratiques est nécessaire.
- La transformation de l'économie vers la durabilité et la solidarité: réécrire les règles du commerce mondial de manière démocratique afin de permettre la souveraineté alimentaire et, plus généralement, de promouvoir la production et la consommation locales, y compris la valeur ajoutée dans les pays du Sud. Il convient de soutenir l'agriculture à petite échelle et l'agroécologie. Les communautés locales devraient être autorisées à gérer elles-mêmes leurs biens communs.
- La justice environnementale: le Forum économique mondial promeut des solutions axées sur le marché qui aggravent les inégalités. Nous voulons plutôt une justice climatique fondée sur les droits humains. Les ressources doivent être réparties équitablement, conformément aux valeurs féministes. Les moyens de subsistance des communautés locales doivent bénéficier d'une protection particulière.
- La solidarité avec les migrant.es et les communautés déplacées: nous affirmons que toute forme de justice est impossible sans justice migratoire. Nous soutenons toutes les personnes contraintes de se déplacer par exemple en raison de conflits, de l'exploitation des ressources et de la crise climatique, de la misère et nous exigeons des voies sûres, le droit de rester et de partir, et la dignité pour tou-tes.
- Des alternatives au Forum économique mondial: nous exigeons la fin du Forum économique mondial et la promotion du Forum social mondial comme alternative collective en donnant rendez-vous au forum social mondial 2026 à Cotonou au Bénin du 4 au 8 août 2026: on ne veut plus défendre votre monde, on veut construire le nôtre.

Español

Declaración internacional conjunta contra el Foro Económico Mundial 2026

Nosotras, las abajofirmantes, rechazamos el Foro Económico Mundial. Tras su retórica de progreso global, el foro sirve como herramienta para reforzar la riqueza y el poder del uno por ciento más rico del mundo a expensas de la gente y el planeta.

El Foro Económico Mundial es la reunión anual de la élite corporativa y jefes de estado para promover la expansión del control corporativo sobre la gobernanza global. Los participantes fomentan nuevos sistemas de exclusión que expanden la riqueza y el poder mientras sacrifican a la gente y al planeta. El foro celebra la riqueza de los que están en la cima, pero excluye a los trabajadores, las comunidades y los pueblos marginalizados que son quienes crean valor real y quienes al mismo tiempo pagan las mayores consecuencias del sistema económico autoritario que el foro perpetúa.

Rechazamos el Foro Económico Mundial pues se erige como fortaleza del poder autoritario, reproduciendo una economía capitalista, patriarcal, belicista y neocolonial construida sobre la exclusión y la extracción despiadada de la vida.

Nos oponemos a la forma autoritaria de la economía global que el foro promueve, la cual cierra cada vez más los espacios democráticos, concentrando la riqueza y silenciando las voces de quienes más se ven afectadas por sus crisis, especialmente aquellas en el Sur Global. La economía global promovida por el FEM descansa sobre estructuras patriarcales que devalúan los trabajos de cuidados, y explotan a las mujeres y pueblos racializados al tiempo que profundizan las desigualdades. El opaco lobbying corporativo del FEM beneficia las crecientes tendencias autoritarias en muchos lugares del mundo.

Criticamos la agenda del FEM, que está obsesionada con el crecimiento y alimenta el colapso ecológico. Desde el extractivismo hasta la agricultura industrial y los megaproyectos de infraestructura, su modelo lleva a la pérdida de biodiversidad, contaminación y caos climático, la expulsión y desplazamiento de comunidades, a su pobreza y a su extinción. Diez años después del Acuerdo de París que se suponía iba a ser un punto de inflexión a nivel global, lejos de las industrias destructivas del planeta y hacia una economía más justa, vemos ahora el auge de los grandes monopolios corporativos que incluyen las enormes compañías petroleras y militares quienes son patrocinadoras y socias estratégicas del foro. Continúan depredando el planeta, especialmente en los países del Sur, con grandes programas de lavado ecológico tales como los créditos de carbono.

Observamos que el FEM promueve políticas que vinculan la seguridad, la vigilancia y la expansión militar a los intereses del capital global. La militarización protege las industrias extractivas, suprime la disidencia y canaliza recursos públicos hacia economías armamentistas cuyo exclusivo fin es el lucro privado. Rechazamos este modelo militarizado que apoya los avances imperialistas en todo el mundo y prioriza la ganancia corporativa sobre la seguridad humana.

Por esto exigimos:

Reconocimiento de responsabilidades históricas: Cancelación de la deuda del Sur Global, pago de reparaciones por el colonialismo, la esclavitud y las crisis ambientales; y eliminación de toda explotación neocolonial. El acaparamiento de tierras y los tratados comerciales injustos deben ser prohibidos.

Democratización de la economía: Los ciudadanos deben tener mayor voz en la economía. El trabajo decente debe ser independiente de la herencia y ascendencia. La riqueza debe ser gravada a nivel global. Exigimos el fin de la persecución, criminalización, encarcelamiento y asesinato de defensores ambientales, de las tierras y de la agroecología.

Democratización de las instituciones económicas globales: En lugar de espacios privados como el FEM, fortalecer el papel de la ONU y democratizar su funcionamiento, incluyendo el de su consejo de seguridad. Los movimientos sociales y grupos marginalizados deben tener más poder. Es necesaria la creación de nuevas instituciones económicas globales democráticas.

Transformación de la economía hacia la Sostenibilidad y la Solidaridad: Reescribir las reglas comerciales globales de manera democrática para permitir la soberanía alimentaria y promover la producción y el consumo a nivel local en general, incluyendo la creación de valor agregado en el Sur Global. Se debe apoyar la agricultura de pequeña escala y la agroecología. A las comunidades locales se les debe permitir manejar sus bienes comunes por sí mismas.

Justicia Ambiental Ahora: El FEM promueve soluciones impulsadas por el mercado que profundizan la desigualdad. En cambio, queremos justicia climática basada en los derechos humanos. Los recursos deben distribuirse de manera justa conforme a valores feministas. El sustento de las comunidades locales debe recibir protección especial. Establecer reglas ambientales y sociales estrictas para las empresas multinacionales es esencial.

Solidaridad con Migrantes y Comunidades Desplazadas: Ningún tipo de justicia es posible sin justicia migratoria. Estamos con todos los pueblos forzados a moverse debido a conflictos, al extractivismo, al empobrecimiento y la crisis climática en general, y exigimos vías seguras para su movimiento; el derecho a permanecer y a partir; y dignidad para todas.

Alternativas al Foro Económico Mundial: Exigimos el fin del Foro Económico Mundial y la promoción del Foro Social Mundial como alternativa colectiva – el próximo Foro Social Mundial planificado entre el 4 al 8 de agosto de 2026 en Cotonú, Benín. Ya no queremos defender el mundo de ustedes, queremos construir el nuestro.

Deutsch

Gemeinsame internationale Erklärung gegen das Weltwirtschaftsforum 2026

Wir, die Unterzeichnenden, lehnen das Weltwirtschaftsforum ab. Hinter seiner Rhetorik von globalem Fortschritt dient das Forum dazu, den Reichtum und die Macht des reichsten einen Prozents der Welt zu stärken – auf Kosten von Mensch und Natur.

Das Weltwirtschaftsforum ist ein jährliches Treffen von wirtschaftlichen Eliten und Staatschefs, das die Macht von Konzernen auf globale Politik fördert. Auf diesem Treffen etablieren die Teilnehmer*innen neue Systeme der Ausbeutung, die Reichtum und Macht für wenige mehren und gleichzeitig Menschen und den Planeten opfern. Es feiert den Reichtum derjenigen an der Spitze. Arbeiter, lokale Gemeinschaften und marginalisierten Bevölkerungsgruppen sind ausgeschlossen, während sie den wahren Wert in der Wirtschaft schaffen und die Hauptlast des autoritären Wirtschaftssystems tragen, das das Weltwirtschaftsforum vorantreibt.

Wir weisen das Weltwirtschaftsforum als Festung autoritärer Macht zurück, die eine kapitalistische, patriarchale, kriegstreiberische und neokoloniale Wirtschaft verstetigt, die auf Ausgrenzung und der rücksichtslosen Ausbeutung von Leben beruht.

Wir lehnen die auf dem Forum propagierte autoritäre Form der Weltwirtschaft ab, die demokratische Räume zunehmend einschränkt, Reichtum konzentriert und die Stimmen derjenigen zum Schweigen bringt, die am stärksten von ihren Krisen betroffen sind, insbesondere im Globalen Süden. Die vom Weltwirtschaftsforum propagierte Weltwirtschaft basiert auf patriarchalen Strukturen, die Sorgearbeit abwerten, Frauen und Angehörige rassistisch markierter Gruppen ausbeuten und Ungleichheiten verschärfen. Die Lobbyarbeit des WEF hinter den Kulissen begünstigt die zunehmenden autoritären Tendenzen vielerorts.

Wir kritisieren die Agenda des WEF, die besessen von Wachstum den ökologischen Kollaps anheizt. Von Rohstoffabbau über industrielle Landwirtschaft bis hin zu Megainfrastrukturprojekten führt dieses Wirtschaftsmodell zu Biodiversitätsverlust, Umweltverschmutzung und Klimachaos, zur Verdrängung, Vertreibung und Verarmung von lokalen Gemeinschaften. Zehn Jahre nach dem Pariser Klimaabkommen, das einen globalen Wendepunkt weg von umweltzerstörenden Industrien hin zu einer gerechteren Wirtschaft darstellen sollte, erleben wir massiven Widerstand vonseiten der großen Konzernmonopole, darunter die Öl- und Rüstungskonzerne, die das Forum sponsern und dessen strategische Partner sind. Sie beuten den Planeten weiterhin aus, insbesondere in den Ländern des Südens, mit groß angelegten Greenwashing-Programmen wie dem Verkauf von CO₂-Zertifikaten.

Wir beobachten, dass das Weltwirtschaftsforum Politiken fördert, die Sicherheit, Überwachung und militärische Expansion mit den Interessen des globalen Kapitals verknüpfen. Militarisierung stärkt die Ausbeutung von Mensch und Natur, unterdrückt abweichende Meinungen und lenkt öffentliche Gelder in profitorientierte

Rüstungswirtschaften. Wir lehnen dieses militarisierte Wirtschaftsmodell ab, das den Gewinn von Konzernen über die Sicherheit der Menschen stellt und imperialistische Bestrebungen weltweit unterstützt.

Deshalb fordern wir:

- Eine Anerkennung der historischen Verantwortung: Schuldenerlass für Länder des Globalen Südens, Entschädigungszahlungen für Kolonialismus, Sklaverei und die Umweltkrisen sowie die Beendigung jeglicher neokolonialer Ausbeutung. Landraub und ungerechte Freihandelsabkommen müssen gestoppt werden.
- Eine Demokratisierung der Wirtschaft: Bürger*innen sollen mehr Mitbestimmung in der Wirtschaft bekommen. Menschenwürdige Arbeit ist essentiell, unabhängig der Herkunft. Reichtum muss global besteuert werden. Wir fordern ein Ende der Verfolgung, Kriminalisierung, Inhaftierung und Tötung von Umwelt-, Landrechtsaktivisten.
- Eine Demokratisierung globaler Wirtschaftsinstitutionen: Anstelle von privaten Institutionen wie dem Weltwirtschaftsforum, soll die Rolle der Vereinten Nationen gestärkt und demokratisiert werden, einschließlich ihres Sicherheitsrats. Sozialer Bewegungen und marginalisierter Gruppen sollen mehr Macht bekommen. Zudem sollen neue demokratische globale Wirtschaftsinstitutionen geschaffen werden.
- Eine Transformation der Wirtschaft hin zu Nachhaltigkeit und Solidarität: Die globalen Handelsregeln sollen demokratisch neugestaltet werden, um Ernährungssouveränität zu ermöglichen und lokale Produktion und Konsum, einschließlich Wertschöpfung im Globalen Süden, zu fördern. Bäuerliche Landwirtschaft und Agroökologie soll unterstützt werden. Lokale Gemeinschaften sollen ihre Gemeingüter selbst verwalten dürfen.
- Umweltgerechtigkeit jetzt: Das WEF fördert marktorientierte Lösungen, die die Ungleichheit verschärfen. Wir wollen Klimagerechtigkeit auf Basis der Menschenrechte. Ressourcen sollen gerecht nach feministischen Werten verteilt werden. Die Lebensgrundlagen lokaler Gemeinschaften müssen besonders geschützt werden. Konzerne brauchen strenge Umwelt- und Sozialregeln.
- Solidarität mit Migrant*innen und vertriebenen Gemeinschaften: Ohne gerechte Migration ist keine Gerechtigkeit möglich. Wir stehen an der Seite aller Menschen, die aufgrund von Konflikten, Rohstoffabbau, Verarmung und Klimakrise zur Flucht gezwungen sind, und fordern sichere Wege, das Recht zu Bleiben und zu Gehen sowie Würde für alle.
- Alternativen zum Weltwirtschaftsforum: Wir fordern ein Ende des Weltwirtschaftsforums und die Förderung des Weltsozialforums als kollektive Alternative – das nächste Weltsozialforum findet vom 4. bis 8. August 2026 in Cotonou, Benin, statt. Wir wollen Ihre Welt nicht länger verteidigen, wir wollen unsere eigene aufbauen.

SIGNATORIES – SIGNATAIRES – SIGNATARIOS – ZEICHNENDE

- 1 La Convergence Globale des Luites pour la Terre et l'Eau - Ouest Africaine (Organizers of the World Social Forum 2026), West Africa
- 2 StrikeWEF, Switzerland
- 3 Attac Germany, Germany
- 4 WEED - World Economy, Ecology and Development, Germany
- 5 Afrique-Europe Interact, Europe & West-Africa
- 6 Focus on the Global South, Mekong Regio, Philippines & India
- 7 DiEM25, Europe
- 8 Association pour la Défense des Droits des Aide-ménagères et domestiques, Senegal
- 9 Community Development Association (CDA), Bangladesh
- 10 EConGOOD: Gemeinwohl-Ökonomie, Germany
- 11 Economic Fighters League, Ghana
- 12 ROBIN WOOD e.V., Germany
- 13 Convergence Malienne contre les Accaparements des terres (CMAT), Mali
- 14 Global Policy Forum Europe, Europe
- 15 Degrowth Collective, Canada
- 16 COMCAUSA, Mexico
- 17 KlimaSeniorinnen Schweiz, Switzerland
- 18 Economic Social Justice Trust (ESJT), Namibia
- 19 Centre for the Politics of Emancipation, Serbia
- 20 Convergence des femmes rurales pour la Souveraineté Alimentaire (COFERSA), Mali
- 21 Fridays for Future Austria, Austria
- 22 XR Justice Movement Uganda, Uganda
- 23 United for Climate Justice, Global
- 24 Ende Gelände, Germany
- 25 Organisation communautaire des jeunes Unis pour le droit, Côte d'Ivoire
- 26 VPOD, Switzerland
- 27 Initiative Perspektivwechsel e.V., Germany

- 28 Bewegung für den Sozialismus BFS/MPS, Switzerland
- 29 Armenian Environmental Front civic group, Armenia
- 30 Ende Gelände Hamburg, Germany
- 31 ADDAD, Côte d'Ivoire
- 32 Palestinian Refugees for Dignity, Europe
- 33 XR GENT, Belgium, Netherlands & UK
- 34 No Vox Togo, Togo
- 35 Association pour la défense des droits à l'eau et à l'assainissement, Senegal
- 36 ASID Europe e.V., Germany
- 37 Cerble des Jeunes pour le Développement durable Ayessi, Benin
- 38 Mouvement Africain pour les Droits Environnementaux dans la région de l'Est, Burkina Faso
- 39 attac Suisse, Switzerland
- 40 Veterans For Peace Chapter 105 Baltimore, MD, USA
- 41 GrowthKills, Belgium
- 42 Forum marocain des alternatives sud, Morocco
- 43 Berliner Landesarbeitsgemeinschaft Umwelt und Entwicklung (BLUE 21) e.V., Germany
- 44 Campax, Switzerland
- 45 Extinction Rebellion Belgium, Belgium
- 46 Réseaux des organisations pour a sécurité alimentaire (ROSA), Mauritania
- 47 Agissons Pour Sauver (APS), Benin
- 48 MatriArchiv, Switzerland
- 49 Forum des Organisation nationales de droit humain en mauritanie (FONADH), Mauritania
- 50 Neue Generation, Germany
- 51 CGLTE Mauritanie, Mauritania
- 52 Swiss Complicity, Switzerland
- 53 Association Tel-taaba pour le Bien être de la Femme de l'Est ATBF-E, Burkina Faso
- 54 Alliance Nationale des Acteurs au Développement en Guinée, Guinea
- 55 Entwicklungspolitisches Zentrum (EPIZ) Göttingen, Germany
- 56 SOS Faim Luxembourg, Luxembourg

- 57 Basel 2030, Switzerland
- 58 Centrale Syndicale de Secteurs Privé Para Public et Informel du Bénin (CSPIB), Benin
- 59 Sekhukhune Environmental Justice Network, South Africa
- 60 Comité Ouest africain de semences paysannes (COASP), West Africa
- 61 Sekhukhune combined mining Affected communities (SCMAC), South Africa
- 62 Verein Matriarchy for Future, Europe
- 63 Cargonomia - Degrowth - Parti Pour la Décroissance, Europe
- 64 Organisation des Petits Pêcheurs de Côte d'Ivoire et Réseau Novox, Côte d'Ivoire
- 65 Wonsminka Logouale, Côte d'Ivoire
- 66 Klimastreik Schweiz, Schweiz
- 67 CGLTE-OA Guinée, Guinea